

Reportage au Congo

Dans les mines du Kivu, contre les



Mineurs au repos autour du comptoir où leur production est pesée, emballée et scellée pour certification.



Deux mineurs lavent la roche à l'eau avant que celle-ci ne soit réduite en poudre pour en extraire la cassitérite, une variante de l'étain.

Dans l'est de la RDC, le marché des minerais fait rage sur fond de guerre civile, de pillages et de commerce illégal. Après les Etats-Unis, l'Union européenne envisage d'interdire l'importation de ces « minerais du sang ». En mettant en place un système de certification et de traçabilité qui, cette fois, ne nuise pas à l'activité des creuseurs artisanaux.

Au bord du lac Kivu, les rues de Goma sont rythmées par le ballet incessant des motos pétaradantes et des placides *tshukudus*, ces vélos artisanaux en bois croulant sous leur charge de manioc, de haricots et de pommes de terre. La capitale du Nord-Kivu semble presque joyeuse, mais les deux gigantesques camps de déplacés installés à ses portes rappellent que la guerre n'est jamais loin. « *Que les milices prennent tous les minerais qu'elles veulent et nous laissent tranquilles*, peste Bernard, 30 ans, commerçant. *Je préférerais vivre en paix avec un sous-sol pauvre. Vous croyez que ces richesses profitent au peuple ? Je gagne 100 dollars par mois, ce qui suffit à peine à payer le logement et nourrir ma famille.* »

Depuis 15 ans, le Kivu, situé dans l'est du Congo, un territoire grand comme quatre fois la Belgique, est plongé dans la peur et le chaos. Ex-génocidaires rwandais, groupes rebelles soutenus par la RDC ou le Rwanda, milices congolaises d'autodéfense se livrent une guerre sans merci sur fond de violence extrême. Viols, mutilations et massacres de masse sont leur lot quotidien. Le tout sur fond de haines interethniques, d'accaparements de terre et de pillage des richesses géologiques (or, cuivre, coltan...).

« *Ici, se lamente Mgr Ruboneka, l'évêque de Goma, nous cumulons les calamités. Quand ce n'est pas le volcan qui entre en éruption, ce sont les accidents d'avions qui se multiplient. Enfin, nous servons de champ de bataille entre des groupes rebelles et l'armée.* »

Début novembre, l'armée régulière congolaise (FARDC), avec l'appui logistique et militaire des Nations Unies (Monusco), a mis en déroute les redoutables milices du M23. Une victoire historique, mais provisoire. « *Les M23 sont partis, ce qui est une bonne chose, tempère Mgr Ruboneka. Mais derrière eux, il y a de nombreux autres acteurs illégaux qui commettent des exactions sur les populations innocentes.* »

Certes, le Kivu est loin d'être une région totalement maudite. Avec son climat tempéré d'altitude, elle constitue le grenier de l'Afrique centrale, et son sous-sol est gorgé, notamment, d'or, de cuivre et de coltan. Autant de ressources précieuses pillées par les groupes

armés et baptisées « minerais du sang » (1), dont l'Occident est par ailleurs dépendant pour alimenter l'ensemble du secteur de l'électronique (GSM, ordinateurs...).

Un embargo de fait

Pour lutter contre ce trafic, des ONG et des parlementaires souhaitent mettre ces minerais sous embargo afin de couper les vivres aux milices et d'en finir avec la guerre. De leur côté, les États-Unis ont déjà légiféré dans ce sens avec l'adoption par le congrès du Dodd-Frank Act. Ainsi, depuis janvier 2012, tout achat de minerais en provenance de la région par des entreprises américaines doit être certifié « propre » et ne plus alimenter les conflits. Si la législation a atteint son but – bloquer les importations frauduleuses –, elle a néanmoins produit des effets collatéraux désastreux pour les populations locales.

« *Nous ne pouvons qu'être d'accord avec la volonté d'éradiquer ce marché illégal. Mais cette initiative nous a fait beaucoup de tort* » réagit Milabyo Basila, de la Fédération des entreprises du Congo. « *Faute de certification, le Dodd-Frank Act a créé un embargo de fait sur tous les minerais provenant du Kivu, y compris ceux qui sont exploités légalement*, confirme Aimable Muneza, président d'une coopérative de creuseurs artisanaux de la mine de Rubaya, dans la zone du Masisi, au nord-est de Goma. *Des milliers de creuseurs artisanaux et toute la filière d'exportation des minerais qui travaillent en toute légalité se retrouvent maintenant sans travail faute de clients.* » « *Une telle mesure a contribué à rendre la situation intenable pour beaucoup de familles*, ajoute Laurent Mikalano, coordinateur de l'ONG Copare. *Certaines n'ont plus de revenus fixes depuis des mois.* »

Des frontières poreuses

Pour survivre, il reste le commerce illégal. La géographie de la région offre en effet de nombreuses possibilités aux trafiquants afin d'évacuer ces minerais, que ce soit par le lac Kivu ou par les che-

« minerais du sang »

mins tortueux de montagne, exempts de tout contrôle douanier. Les mineurs artisanaux sont tentés de les vendre à des intermédiaires frauduleux qui s'empressent de leur faire traverser les frontières poreuses vers le Rwanda, le Burundi ou encore l'Ouganda. Les minerais sont ainsi « blanchis » et recyclés dans l'économie légale de ces pays. « Il y a quelques jours, nous avons arrêté une voiture à la frontière rwandaise, explique un haut fonctionnaire du ministère des Mines. Elle cachait près de 400 kilos de cassitérite dans son bas de caisse. Mais cette découverte est malheureusement exceptionnelle. Depuis le début de l'année 2013, nous n'avons intercepté que 10 tonnes de minerais, ce qui est beaucoup trop peu par rapport au volume total présumé de la fraude. Les trafiquants sont chaque jour plus ingénieux et nous n'avons que peu de moyens de les contrecarrer. »

« Il faut nous comprendre, confesse Jean, un creuseur artisanal de Rubaya, le seul débouché légal possible pour vendre nos minerais nous est offert par des comptoirs chinois. Mais à cause du manque de concurrence, les prix qu'ils nous proposent sont ridicules ! Avant, on pouvait vendre le kilo de cassitérite jusqu'à huit dollars. Aujourd'hui, on en obtient rarement plus de trois. Le marché illégal est plus rémunérateur et permet de faire vivre nos familles ! »

Certification et traçabilité

Une solution ? Mettre en place un système efficace de certification et de traçabilité des minerais, à l'instar du projet pilote lancé par la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) dans la mine de Nyabibwe, au nord de Bukavu. Son principe ? Une fois les minerais amassés, les creuseurs les transportent au poste d'étiquetage. Ils sont ensuite placés dans un sac scellé et dotés d'un numéro de série, qui les suivra jusqu'à l'exportation.

« Le projet a le mérite d'exister. Mais il manque de rigueur. L'étiquetage "tient" réellement jusqu'au négociant qui achète le sac à 500 mètres de là », souligne Judith Sargentini, parlementaire européenne néerlandaise qui a récemment visité le site.

En effet, le négociant est obligé d'ouvrir le sac afin de nettoyer les minerais et de les piler. Ce qui laisse ainsi tout le loisir à de possibles fraudeurs d'y insérer des minerais issus d'un autre site non certifié. Et tout au long du parcours, ces sacs sont régulièrement ouverts. Les contrôles sont par ailleurs insuffisants. Ce qui rend la traçabilité quelque peu caduque.

De son côté, l'Union européenne envisage également de prendre une initiative afin d'éviter l'importation de minerais d'origine douteuse. « Mais nous voulons éviter les erreurs de la loi américaine, souligne la parlementaire. Il faut trouver un système qui n'affecte pas le revenu des creuseurs artisanaux. »

Pour Frédéric Triest, du Réseau européen sur l'Afrique centrale, l'enjeu de la nouvelle législation est de permettre aux minerais artisanaux d'accéder à nouveau au marché international. « Il faut faire revenir les acheteurs occidentaux pour mettre les acheteurs en concurrence et retrouver des prix justes. Car pour l'instant, il est plus intéressant de trafiquer que de formaliser son activité. »

Cependant, les minerais ne sont pas tout. « Le Kivu est tourné vers l'extractif, rappelle Henri Muhiya, de la Conférence épiscopale sur les ressources naturelles. Alors que nous avons la chance d'avoir un territoire fertile qui permet une agriculture prospère et des décors naturels qui incitent à développer l'écotourisme. » Si une bonne certification des minerais affaiblirait les milices, elle maintiendrait une activité minière épuisable et dommageable à l'environnement. « Notre avenir passe par une diversification de nos activités. Il faut penser à nourrir la population et à protéger notre environnement. »

■ Santiago Fischer*

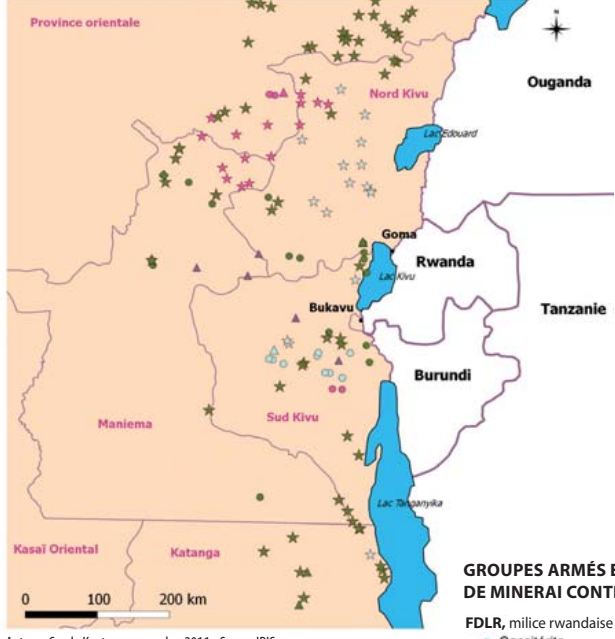
(1) Les principaux « minerais du sang » identifiés sont l'étain, le tungstène, le coltan et l'or.

* Membre de l'ONG Commission Justice et Paix

Recycler les GSM, une idée belge

Le coltan, un composé de colombium et de tantale, ne représente que 1 % de la composition des GSM, mais il est indispensable par son étonnante résistance à la chaleur. Il est principalement extrait en Afrique, au Brésil et en Australie. Le Congo représentait en 2009, avant les restrictions du Dodd-Frank Act, 12 % de la production mondiale. Les GSM contiennent également d'autres métaux, essentiellement du cuivre (15 %), mais aussi du fer, de l'aluminium, de l'argent, du cobalt, du lithium et quelques traces d'or. Rien qu'en Belgique il se vend (et se jette) quatre millions de GSM chaque année. Ces appareils de rebut représentent de véritables mines jusqu'ici négligées, puisque seul 1 % des GSM est recyclé. Une filière est cependant en train d'émerger : son acteur le plus important est la société belge Umicore, dont le site de Hoboken (Anvers) est présenté comme le plus important et le plus performant du monde. La particularité du site est de parvenir à recycler la plupart des métaux, même le lithium des batteries. Les vieux GSM peuvent être déposés dans les déchetteries ou chez les revendeurs télécoms. ■ J.-F.P.

Les mines de l'Est du Congo et les groupes armés qui les contrôlent



Auteur : Carole Keutgen, novembre 2011 - Source IPIIS

En savoir +

En préparation d'une mesure législative européenne relative aux « minerais du sang », deux parlementaires européens, la Britannique Catherine Bearder et la Néerlandaise Judith Sargentini, ont rencontré à l'automne dernier une série d'acteurs à Kigali (Rwanda), Bujumbura (Burundi), Goma, Bukavu (Congo), et ont visité des sites miniers de l'Est du Congo. La mission était organisée par plusieurs ONG : la Commission Justice et Paix, EurAC, le CCFD-Terre Solidaire et le Réseau belge ressources naturelles. ■ S.F.

Infos : www.justicepaix.be

GROUPES ARMÉS ET TYPES DE MINÉRAI CONTRÔLÉS

- FDLR, milice rwandaise génocidaire**
 - Cassitérite
 - ▲ Coltan
 - ★ Or
- FARDC, armée nationale congolaise**
 - Cassitérite
 - ▲ Coltan
 - ◆ Diamant
 - ★ Or
- Mai Mai, groupe villageois d'autodéfense**
 - Cassitérite
 - ▲ Coltan
 - ★ Or
- Sites miniers à statut indéfini**
 - ▲
- Limites de province**
 -
- Limites de pays**
 -

